



Victime de violences conjugales, elle se retrouve prévenue en raison de son absence de statut de séjour

Cas 550 / 06.01.2026

Mots-clés: femme victime de violences conjugales, non accès à la justice

Personne concernée (*Prénom fictif): Sandra* et ses deux enfants, Oscar* son ex-compagnon

Origine: Salvador

Statut: sans-papiers

Résumé du cas (détails au verso)

Sandra* arrive en Suisse en mars 2025 accompagnée de ses deux filles, pour rejoindre son compagnon, Oscar*. Très vite après leur installation, celui-ci devient violent. Sandra* parvient à fuir le domicile avec ses enfants, mais Oscar* commence à la suivre et la harceler. Un jour, Oscar* agresse Sandra* dans la rue. Des policiers témoins de la scène la convainquent d'aller déposer plainte. Mais une fois arrivée au poste, Sandra* est interrogée durant des heures et repart avec un mandat de comparution pour séjour illégal.

Chronologie

2025 : arrivée en Suisse (mars), dépôt de plainte contre Oscar* (août), audience au Ministère public et condamnation d'Oscar* (oct.)

Questions soulevées

- Comment une victime de violences domestiques peut-elle être interrogée en tant que prévenue (cellule, retrait du téléphone, attente, etc.), plutôt que de bénéficier d'un encadrement bienveillant, simplement parce qu'elle n'a pas de papiers?
- Comment la Suisse, si elle entend renvoyer l'auteur des violences, peut-elle renvoyer la victime au même endroit et garantir que cette dernière, et sa famille, ne seront pas inquiétées? N'est-ce pas là une forme de mise en danger et de déresponsabilisation de la part des autorités?

Description du cas

Sandra* est originaire du Salvador. Née en 1991, elle a deux filles de 11 et 7 ans avec qui elle arrive en Suisse en mars 2025 pour rejoindre son compagnon, Oscar*, également originaire du Salvador. Tous quatre sont sans statut de séjour. Sandra* avait aussi décidé de quitter son pays pour s'éloigner du père de ses enfants, qui lui infligeait des violences domestiques et qui continue de la harceler, malgré leur divorce.

Sandra* et ses filles s'installent à Genève, dans le studio d'Oscar*. Peu de temps après leur emménagement, Oscar* devient contrôlant à l'égard de Sandra* et se met à surveiller ses déplacements et son téléphone. Oscar* sort fréquemment le soir. À plusieurs reprises, lorsqu'il rentre, il agresse sexuellement Sandra*.

Ces violences psychologiques et sexuelles prennent fin en juin 2025, lorsque Sandra* et ses filles parviennent à fuir la maison avec l'aide d'un ami. Sandra* trouve un nouvel endroit pour vivre et continue de travailler.

Oscar* commence alors à suivre Sandra* dans la rue, ainsi que ses filles lorsqu'elles vont ou sortent de l'école. Il profère des menaces et exprime aussi le risque de commettre une tentative de suicide. Il suit également l'ami de Sandra* et va jusqu'à casser sa voiture. Sandra* envisage alors de déposer une plainte pénale contre Oscar*. En août 2025, Sandra* est agressée par Oscar* dans la rue, devant une patrouille de police qui lui propose de l'aide. Elle accepte de déposer plainte.

Lorsque Sandra* arrive au poste, son téléphone et ses chaussures lui sont retirés et ses empreintes digitales sont prélevées. Amenée en cellule, elle explique que ses filles vont sortir de l'école et qu'elle doit aller les chercher. Quelques minutes après, elle est emmenée dans une autre salle, avec une interprète femme et un policier. Sandra* raconte ce qu'elle a vécu. Elle* est inquiète pour ses enfants et la police appelle finalement son ami pour qu'il aille les chercher. Sandra* restera au poste de 15h à 23h. Lorsqu'elle en ressort, elle reçoit les coordonnées de la LAVI, ainsi qu'un mandat de comparution en tant que prévenue en raison de son séjour illégal en Suisse.

Sandra* a beaucoup de peine à joindre la LAVI et c'est finalement la police qui doit faire le lien. Sandra* bénéficie d'un suivi par une avocate et par l'association AVVEC. Actuellement, ses enfants et elle sont logées dans un hôtel payé par la LAVI, mais cet accueil n'est prévu que pour cinq semaines, et elle n'a pas de solution pour la suite.

Début octobre 2025, le Ministère public tient une audience au sujet des violences subies par Sandra*, à la suite de laquelle Oscar* est incarcéré. Sandra* pour sa part attend toujours sa convocation en tant que prévenue pour séjour irrégulier. Sa mandataire envisage de déposer une demande de régularisation, mais l'issue est très incertaine puisque Sandra* ne comptabilise pas encore cinq ans de séjour en Suisse.

Sandra* ne comprends pas pourquoi elle se retrouve prévenue dans une procédure, traitée comme une criminelle, alors qu'elle est la victime de cette situation. Par ailleurs, elle se dit très inquiète à l'idée de devoir retourner au Salvador, où Oscar* sera également probablement expulsé. Là-bas, elle aura alors à craindre deux auteurs de violences et ne se sentira assurément pas en sécurité.

Signalé par: Permanences Volantes, EPER

Sources: résumé de la situation par l'EPER ; mandat de comparution et attestation de dépôt de plainte